



HAL
open science

Les Perspectives du Parti du Front de Libération Nationale

Jean-Pierre Durand

► **To cite this version:**

Jean-Pierre Durand. Les Perspectives du Parti du Front de Libération Nationale. Le mois en Afrique. Revues d'études politiques et économiques africaines, 1980. hal-04555273

HAL Id: hal-04555273

<https://hal.science/hal-04555273>

Submitted on 29 Apr 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les perspectives du Parti du Front de Libération Nationale

par Jean-Pierre DURAND*

publié dans *Le Mois en Afrique*, décembre 1980

Résumé :

Cet article s'intéresse aux rapports difficiles entre mouvements nationalistes et mouvement ouvrier dans l'histoire algérienne. L'objectif est de rechercher les origines des faiblesses en premier lieu organiques et idéologiques du Parti du F.L.N., puis d'en analyser les conséquences sociales et économiques sur la vie nationale. Enfin, nous apprécierons les perspectives ouvertes par les derniers Congrès des organisations de masse et du Parti. L'article suppose connus l'histoire politique et le débat sur la nature de l'État algérien tout autant que la manière dont a été tranchée la question des rôles respectifs de l'État, du Parti et de l'Armée : les couches intermédiaires (dites *petites bourgeoisies*) détentrices du pouvoir d'État oscillent sans cesse entre leur aspiration à s'ériger en grande bourgeoisie et leur désir de satisfaire les besoins des populations les plus démunies. Ce qui fonde le débat entre « libéraux » et « socialistes », ou celui sur les caractéristiques de l'option socialiste et l'affrontement entre stratégie autogestionnaire et voie techno-bureaucratique.

La tentation est toujours grande de vouloir réécrire, reconstruire l'histoire du Parti du F.L.N. et de ses organisations de masse. C'est-à-dire aussi de redéfinir les liens difficiles des mouvements nationalistes et du mouvement ouvrier dans l'histoire algérienne. Notre objectif est ici de rechercher les origines des faiblesses en premier lieu organiques et idéologiques du Parti du F.L.N., puis d'en analyser les conséquences sociales et économiques sur la vie nationale. Enfin, nous apprécierons les perspectives ouvertes par les derniers Congrès des organisations de masse et du Parti.

L'analyse est ainsi essentiellement tournée vers l'histoire sociopolitique du Parti du F.L.N. et non sur la vie politique et économique de l'Algérie. Elle suppose donc connus l'histoire politique et le débat sur la nature de l'État algérien tout autant que la manière dont a été tranchée la question des rôles respectifs de l'État, du Parti et de l'Armée : les couches intermédiaires (dites *petites bourgeoisies*) détentrices du pouvoir d'état oscillent sans cesse entre leur aspiration à s'ériger en grande bourgeoisie et leur désir de satisfaire les besoins des populations les plus démunies. Par là-même le débat entre « libéraux » et « socialistes », ou les caractéristiques de l'option socialiste et l'affrontement entre stratégie autogestionnaire et voie techno-bureaucratique sont considérées comme admises.

* Docteur d'État en Sociologie. Maître Assistant à l'Université de Rouen. Ancien Maître de Conférences à l'Université d'Alger.

LES ORIGINES DE LA FAIBLESSE DU PARTI DU F.L.N.

C'est une constante dans l'histoire de l'Algérie indépendante que de parler de la « crise » du Parti. Dès le Programme de Tripoli¹ il était question de « l'indigence idéologique du F.L.N. », de sa « mentalité féodale » et de son « esprit petit-bourgeois ». Deux années plus tard le Congrès du F.L.N. posait la question du renforcement du Parti. En juillet 1965, le Président du Conseil de la Révolution entend « redonner au parti, le F.L.N., son véritable rôle d'avant-garde révolutionnaire »². En 1967, Kaïd Ahmed succède au Secrétariat Exécutif du Parti pour sa réorganisation.

Le débat populaire autour de la Charte Nationale en 1976 met en relief à nouveau la faiblesse du Parti. La presse nationale reconnaît ouvertement l'incapacité de l'organisation partisane à remplir les fonctions qui lui confèrent les nouveaux textes : Charte et Constitution. Pourtant, dans un pays où les références aux options socialistes n'ont pas cessé depuis l'indépendance, le Parti du F.L.N. devrait être le fondement de l'édifice institutionnel. Cette faiblesse du Parti unique doit être recherchée à la fois dans son histoire et dans sa composante sociale.

Les origines historiques.

La Charte d'Alger adoptée par le Congrès du Parti de 1964 montre comment les nécessités de la lutte armée (en particulier l'installation à l'étranger du Comité Exécutif et de Coordination) ont affaibli dans la direction politique du Front. La représentation des masses laborieuses qui ne pouvaient plus défendre leurs intérêts de classe dans l'élaboration toujours possible d'un programme social et politique pour l'après-indépendance :

« La nature sociale de la direction est cependant tranchée (en 1956) car on assiste au retour sur la scène de dirigeants³ qui ne croient pas à l'efficacité de la lutte armée et qui vont être chargés de la diriger » (...).

Certains cadres issus de cette bureaucratie (G.P.R.A. et C.N.R.A.) constituaient de véritables féodalités souvent en relation avec les unités dont ils avaient assuré le commandement et se rapprochaient lentement des conceptions politiques et sociales des éléments bourgeois ou à idéologie bourgeoise qui avaient accédé à la direction du F.L.N. à partir de 1956 : alors que leur lutte était commune avec celle du peuple, leurs perspectives lui devenaient étrangères.

Les formes d'organisation cantonnaient les militants et les combattants de la participation à l'élaboration de la ligne politique. »

Enfin, la reconnaissance de la primauté du politique sur le militaire (Congrès de la Soummam en 1956), au moment où les combattants issus des masses laborieuses ne participent plus à

¹ Adopté en juin 1962 par le Comité National de la Révolution Algérienne.

² Cité par A. Doucy et F. Monheim, *Les révolutions algériennes*, Fayard, 1971.

³ Il s'agit des dirigeants du Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (MTLD), de l'Association des Oulémas et surtout de l'Union Démocratique du Manifeste Algérien (UDMA) issus de la petite et moyenne bourgeoisie.

l'élaboration de la ligne politique, va permettre aux dirigeants à « idéologie petite bourgeoise » toutes les manœuvres possibles qui déboucheront sur la grande crise de l'été 1962.

Cette situation explique pourquoi « le F.L.N. ne s'est pas soucié de dépasser positivement le seul objectif inscrit au programme traditionnel du nationalisme, c'est-à-dire l'indépendance »⁴. En fait la direction du F.L.N., ou tout au moins une partie du C.N.R.A. et du Gouvernement Provisoire de la Révolution Algérienne, possédait un programme politique pour l'après-indépendance. Mais celui-ci était inavouable aux masses laborieuses qui combattaient dans les maquis en subissant les plus lourdes pertes. En évitant d'affronter, sous couvert d'union nationale contre le colonialisme, ses propres forces combattantes sur des divergences politiques, nombre d'éléments de la direction s'autorisaient ainsi à espérer un développement libéral.

Ces divergences politiques se fondent sur l'hétérogénéité sociale du Front de Libération, hétérogénéité dont le Programme de Tripoli repère les effets sans la désigner elle-même : « l'une des conséquences les plus visibles de cet état de chose (la coupure extérieur/intérieur) a été la dépolitisation progressive des organismes restés sur place et de ceux que la direction a entraîné à sa suite ou créé à l'extérieur. Il faut entendre ici par dépolitisation l'absence de toute ligne générale structurée idéologiquement et (...) le fait de tolérer pendant la lutte armée des courants politiques disparates et contradictoires, des comportements individualistes échappant à tout contrôle et faisant par là-même de certains responsables des dignitaires sans fonctions précises ».

On attribue aussi très souvent la faiblesse du Parti après l'indépendance au départ de nombreux cadres (les plus actifs et les plus qualifiés) qui vont occuper des postes dans l'appareil d'État. Mais c'est déjà une raison secondaire, car ce déplacement s'opère parce que le Parti n'est déjà plus ce qu'il devrait être et n'est déjà plus le centre du pouvoir. De même on peut remarquer la capacité d'absorption/digestion des militants syndicaux et politiques par l'appareil d'État dans lequel ils occupent le plus souvent des fonctions techniques. Ces mutations accélèrent la dépolitisation des organisations politiques et syndicales qui abandonnent peu à peu tout pouvoir. Voici le mécanisme par lequel le détenteur du pouvoir devient l'État au détriment du Parti ou de l'U.G.T.A. qui ne sont déjà plus des organisations susceptibles de remettre en cause certaines décisions ou orientations du pouvoir d'État.

Les effets d'une composante sociale hétérogène.

En 1962, s'ouvre une étape qualitativement nouvelle : il ne s'agit plus de lutter contre un ennemi commun, le colonialisme, mais de réorganiser la production économique sociale, culturelle sur une base nationale qui va placer au premier plan les contradictions sociales entre Algériens. Par exemple se pose la question du choix fondamental entre voie de développement socialiste et voie capitaliste. A cette étape nouvelle correspond nécessairement Un instrument politique nouveau que le Programme de Tripoli définit comme « une avant-garde consciente qui comprendra des éléments issus de la paysannerie, des travailleurs en général, des jeunes et des intellectuels révolutionnaires ».

⁴ Programme de La Soummam.

Le flou de cette alliance, joint à la situation historique va transformer le Front de Libération Nationale en Parti (unique) du F.L.N. dont la dénomination est consacrée par la Charte d'Alger. Mais nous allons voir qu'autant le F.L.N. n'a jamais été un front⁵, autant il n'a jamais été un parti unique.

En effet, subsistent dans le Parti des bourgeois citadins, des gros propriétaires fonciers, des paysans avec des exploitations de toutes tailles, des gros et des petits commerçants, des ouvriers, des petits fellahs ou des khammès⁶. Enfin, avec le départ des Européens, nombre de ses membres deviennent fonctionnaires ou employés de bureaux. A cette diversité sociale correspondent des projets sociaux et politiques différents et souvent contradictoires.

Les représentants de la petite bourgeoisie y dominent avec des responsabilités organiques, obscurcissant la situation en raison de leurs hésitations relatives au choix des alliances ou de leur refus des solutions radicales (par exemple épuration effective des gros propriétaires fonciers, des bourgeois, etc.).

Nous retrouvons ici dans le Parti une situation semblable à celle rencontrée dans le pouvoir d'État : aucune classe sociale ne peut assurer à elle seule la direction du Parti comme aucune classe ne peut détenir le pouvoir d'État. Camau indique que de 1962 à 1970. « la faiblesse numérique du prolétariat et le niveau culturel de la paysannerie créent les conditions d'un leadership de la petite bourgeoisie, dont l'idéologie nationaliste-étatiste résume les aspirations des différentes couches sociales »⁷

Dans cette juxtaposition de couches et de classes sociales aux intérêts opposés, où l'hégémonie appartient à une couche dont les choix politiques oscillent en permanence, on comprendra l'impossibilité rencontrée dans la définition d'une idéologie et d'un programme homogènes.

Si « la seule raison d'être d'un parti est son idéologie », et s'« il cesse d'exister dès qu'elle vient à lui manquer »⁸ (2), on saisira ici les origines profondes des faiblesses du Parti du F.L.N. Son histoire depuis l'indépendance reflète avec ses inflexions à gauche ou à droite l'absence d'idéologie, l'hétérogénéité des couches sociales qui le composent et des luttes qui s'y mènent.

LES INFLEXIONS POLITIQUES DU PARTI ET DES ORGANISATIONS DE MASSE DEPUIS 1962.

Nous connaissons déjà le vide politique du F.L.N. immédiatement après l'indépendance en raison non seulement de son héritage, mais aussi des luttes intestines de l'été 62 et du départ de nombreux cadres vers l'appareil d'État. Les tentatives de réorganisation menées par M. Khider et R. Bitat restent vaines.

⁵ Un front, au sens étymologique du terme, est un rassemblement d'organisations, de partis sur une plate-forme commune. Ni en 1954, ni en 1956 puisque les partis se dissolvent en entrant dans le F.L.N., il ne s'agit d'un front. On devrait parler ici de Rassemblement ou de Mouvement.

⁶ Le khammès est un métayer au cinquième, à la différence du fellah (paysan) qui possède sa terre.

⁷ M. Camau : *La notion de démocratie dans la pensée des dirigeants maghrébins*, Éditions du C.N.R.S., Paris, 1971, p. 475.

⁸ *Programme de Tripoli*.

Le premier Congrès politique est celui de l'U.G.T.A. en janvier 1963. Ben Bella qui reproche à la direction syndicale sortante son neutralisme durant la crise de 1962 rejette aussi sa conception de l'autonomie syndicale par rapport au Parti. Le troisième jour du Congrès il fait envahir la tribune et la salle par « des travailleurs ayant répondu à l'appel de la Fédération F.L.N. du Grand Alger »⁹ et impose aux suffrages des délégués encore présents une direction dévouée au Bureau Politique du Parti.

Autant la pratique de la désignation de la direction syndicale par la Présidence de la République, que ses habitudes bureaucratiques de travail éloignent les militants. Par son coup de force Ben Bella a brisé l'organisation la plus solide politiquement parce que la plus homogène socialement. Il ne parvient pas à en faire la courroie de transmission de ses directives ou de celles du Parti.

Comme il a voulu s'assurer le contrôle de l'U.G.T.A., il recherche celui du Parti. Khider s'y refuse car il voyait dans le Parti - et surtout dans sa direction - l'organisation définissant les grandes lignes politiques et économiques du pays. En désaccord sur les relations du Parti et de l'État, Ben Bella impose la démission de Khider et prend la direction du Parti.

Le Premier Congrès du Parti du F.L.N. en avril 1964 constitue certainement l'apogée du régime bien belliste car il représente - au moins en apparence - l'unification de toutes les forces politiques sous l'égide et le contrôle de Ben Bella lui-même, Secrétaire général du Parti et Président de la République. Cette unification appelle tout naturellement les rédacteurs de la Charte d'Alger à fonder théoriquement l'unicité du Parti.

L'illusion est de taille et le contenu idéologique avancé de la Charte d'Alger ne correspond pas aux réalités sociales et politiques nationales. D'un côté, l'Armée conteste à la fois certaines des orientations nationales et la direction personnelle des affaires du pays. De l'autre la bourgeoisie perpétue son harcèlement de l'autogestion industrielle et agricole sans qu'aucune organisation politique ne puisse la défendre et surtout réhausser son niveau de production. Les militants de l'U.G.T.A. boudent la direction ou la combattent et tentent de renforcer l'autogestion sans en avoir les moyens matériels ou financiers (les banques sont encore privées et étrangères). Le même autoritarisme qui les a touchés lors du premier Congrès de l'U.G.T.A. les frappera lors du Congrès constitutif de la Fédération nationale des Travailleurs de la Terre où le Ministère fait élire ses hommes à la direction.

Enfin, si les communistes abandonnent leur puissant quotidien « Alger Républicain » pour fonder « El Moudjahid » avec « Le Peuple », hebdomadaire moribond du F.L.N., et s'ils acceptent le principe de dissolution du P.C.A., c'est pour transformer le parti du F.L.N. en un véritable « parti ouvrier révolutionnaire »¹⁰.

L'unité du Congrès du F.L.N. reste donc très factice. Au contraire elle marque le calme qui prépare la tempête. Elle est un moment où les forces sociales, aux projets politiques contradic-

⁹Cité par F. Weiss : *Doctrine et action syndicales en Algérie*, Cujas, Paris, 1970, p. 86. On se reportera utilement à cet ouvrage pour l'analyse de la préparation et la tenue des Congrès de l'U.G.T.A.

¹⁰ Le terme est emprunté à H. Alleg dans « Algérie sept ans après : Socialisme ou capitalisme ? » in *Economie et Politique*, décembre 1969.

toires fourbissent leurs armes contre leurs ennemis, en tentant d'infléchir les positions politiques de leurs alliés. Les nationalistes progressistes et les communistes ne parviennent pas à ébranler les positions des carriéristes du Parti qui l'immobilisent retirant de-ci de-là avantages et considération. Nombre de communistes quittent alors leurs postes dans le Parti et dans l'appareil d'État. C'est aussi l'époque de l'éviction de la direction de « Révolution Africaine » de la tendance progressiste avec M. Harbi.

Enfin, la Commission d'orientation du Parti composée majoritairement de progressistes et de marxistes reste comme un corps étranger au Parti, au sens où ses relations organiques avec le Comité central ne le sont que sur le papier. Ce qui souligne à nouveau l'hétérogénéité sociale mais ici surtout politique du Parti.

Le premier changement intervenu dans cette orientation est imposé par les ouvriers qui recourent de plus en plus souvent à la grève, autant dans le privé (revendications salariales et gestionnaires) que dans le secteur public (à propos des dégradations des relations de travail). Le Président Ben Bella entend superviser la préparation du 2^o Congrès de l'U.G.T.A. afin de faire émerger de nouveaux cadres moins soumis à la direction du Parti, donc plus représentatifs. A travers ce « Congrès de la base réclamé par le sommet »¹¹, Ben Bella, secrétaire général du Parti, entend couper court à toute critique adressée au Parti et donc à lui-même, tout en s'assurant l'appui du courant de gauche.

C'est alors ce qu'il est convenu d'appeler le Congrès *démocratique* avec la « montée de la nouvelle équipe syndicale de l'U.G.T.A. faite d'ailleurs contre le gré de Ben Bella, mais qu'il admit, sensible comme toujours aux rapports de force »¹². Quoiqu'on ne puisse parler d'engagement politique de cette direction syndicale aux côtés des progressistes ou des communistes de la tendance de gauche du Parti, il est certain qu'ils en étaient les alliés objectifs puisqu'ils défendaient les positions des ouvriers et des autogestionnaires.

On peut trouver la confirmation de la recherche du soutien du Secrétaire général du Parti par la tendance de gauche dans son ralliement aux positions de celles-ci lors des réunions du Bureau Politique des 14 et 17 juin 1965, en particulier à propos du lancement de la réforme agraire.

Le « redressement historique » du 19 juin 1965 vient mettre au point final à cette évolution (provisoire ?) de la direction du Parti du F.L.N. et de son Secrétaire général en particulier. La direction de l'U.G.T.A. se rallie timidement aux hommes du 19 juin non sans préciser que « l'ouverture que constitue l'événement survenu depuis le 10 juin demeure hypothéquée par la présence ou le retour sur la scène politique d'éléments arrivistes et opportunistes qui sont également responsables de non-respect de nos institutions »¹³.

Le 5 juillet suivant, la conception du Parti dégagée par le Premier Congrès et inscrite dans la Charte d'Alger est réaffirmée :

« Le F.L.N. sera un parti dynamique d'avant-garde révolutionnaire, fonctionnant selon les règles du centralisme démocratique et formé de militants éprouvés. ~

¹¹ J. Favret, cité par F. Weiss, op. cité, p. 273.

¹² Gérard Chaliand et Juliette Minces, *L'Algérie indépendante*, Maspero, 1972, p. 81.

¹³ Communiqué de la Commission Exécutive de l'UGTA du 27 juin 1965, cité par F. Weiss, op. cité, p. 282.

Le Secrétariat Exécutif, composé de militaires et nommé par le Conseil de la Révolution en remplacement du Bureau Politique, parcourt l'Algérie et tente une réorganisation du Parti par le haut. Ne se reconnaissant pas dans la Charte d'Alger, la nouvelle direction du F.L.N. abandonne de fait le seul document qui tente de fonder une idéologie du Parti.

De plus en plus le Parti cherche à soumettre à son point de vue les organisations de masse (U.G.T.A. Union Nationale des Étudiants Algériens). À tel point que le Secrétaire général de l'U.G.T.A. rédige en mai 1966 un véritable réquisitoire contre la direction du Parti dont voici un tout petit moment :

« Jamais nous n'avons reçu de directives, d'orientation de la part du Secrétariat Exécutif, sinon celles-ci :

- Pas de tournées en Algérie sans en aviser le Secrétariat Exécutif...
- Pas de Congrès sans accord préalable ...
- Pas de résolutions publiques ...
- Pas de grèves sans accord du Parti...
- Pas de parution de communiqués, déclarations, sans passer par le Secrétariat Exécutif...
- Pas de parution de « Révolution et Travail » sans visa du Parti...

Alors que notre attitude est faite de collaboration, de soutien, nous ne rencontrons qu'hostilité, difficultés, embûches, manœuvres, surveillance étroite, etc.¹⁴(1). »

Cette lutte ouverte croît l'année suivante autour du mode de gestion des entreprises industrielles d'État. Le Ministre de l'Industrie, A. Abdesselam, installe des directions étatisées dans les nouveaux complexes ou les unités autogérées qu'il place sous sa tutelle. A l'opposé l'U.G.T.A. soutenue par Zerdani, ministre du Travail, revendique une gestion par les travailleurs, c'est-à-dire le développement de l'autogestion.

La tentative de putsch du colonel Zbiri, coiffe cette période de tension. Puis Kaïd Ahmed est chargé de la réorganisation du Parti et des organisations de masse. La « caporalisation » bat son plein et les organisations de masse sont véritablement intégrées au Parti. Celui-ci n'est plus alors qu'un appareil sans vie en dehors de l'organique.

La Commission Exécutive de l'U.G.T.A. démissionne. K. Ahmed nomme une Commission chargée de la préparation du 3^e Congrès. Lequel se réunit en mai 1969. Après le 2^e Congrès démocratique, celui-ci est celui de la *normalisation*, comme le fut le Premier Congrès de l'U.G.T.A. Enfin pour s'assurer définitivement le contrôle de la centrale syndicale, il revient au Parti de choisir les candidats à la Commission Exécutive et présentés au Congrès syndical.

La fin de l'autonomie syndicale, inscrite cette fois dans les statuts de la centrale après toutes les luttes U.G.T.A./Parti-État, consacre la victoire de la ligne droitiste et autoritaire dans le Parti qui a pu renforcer ses positions à la faveur du 19 juin. Sans idéologie au programme politique écrits, le Parti des années 65-72 possède celui de la bourgeoisie nationale. Les militants nationalistes ou progressistes restés au Parti sont démis peu à peu de leurs fonctions. Jamais semble-t-il l'idéologie du F.L.N. n'a été aussi homogène. Mais elle ne correspond pas à

¹⁴ Cité dans *l'Annuaire de l'Afrique du Nord* - 1966, CNRS, p. 361.

celle d'un « parti dynamique d'action révolutionnaire ».

On peut suivre aisément le décalage, ou le retard du Parti sur l'évolution politique du pouvoir d'État. En effet, à partir des années 69 ce dernier prépare deux grandes réformes : celle de la Gestion Socialiste des Entreprises (G.S.E.) et celle de la Révolution Agraire. Les deux Chartes sont promulguées après la grande action anti-impérialiste de nationalisation des hydrocarbures menée en février 1971.

La Charte de la Révolution Agraire vise les intérêts de l'aristocratie foncière. Par-là, la fraction révolutionnaire du pouvoir d'État exclut la classe des grands propriétaires fonciers du front de classes au pouvoir. Or, c'est le Parti, dirigé par Kaïd Ahmed grand propriétaire foncier, qui a la responsabilité de la conduite des nationalisations des terres et de leur redistribution à la paysannerie pauvre. On reconnaît là toute l'ambiguïté d'un Parti chargé par le Pouvoir Révolutionnaire d'une tâche révolutionnaire et qui s'est exclu de la Révolution. D'où aussi le recours aux étudiants qui tourne la page de la dissolution de l'U.N.E.A.... par Kaïd Ahmed. Leur organisation en « Comités de Volontaires », puis la naissance des « Comités pédagogiques » préfigurent la renaissance du mouvement étudiant.

Dans le même temps la création de l'Union Nationale des Paysans Algériens (1974) souligne en quoi le pouvoir d'État recherche l'élargissement de sa base sociale et du soutien populaire. Ici encore le Parti contre, dans la mesure de ses moyens, l'initiative du pouvoir central : Par son contrôle sur le choix des délégués ou des responsables locaux, le Parti bureaucratise l'U.N.P.A.

Dans les entreprises publiques, le code de la G.S.E. ouvre des perspectives de satisfaction des revendications des travailleurs en matière de gestion. Avec l'assentiment du pouvoir d'État qui cherche à consolider son soutien dans la classe ouvrière en plein essor, les syndicalistes parviennent à reconquérir une partie de leur autonomie syndicale par rapport au Parti : lors du 4^e Congrès (avril 1974) est abolie la nécessité de l'appartenance au Parti pour être délégué ou élu dans les instances syndicales intermédiaires ou de la base. Ce n'est cependant que durant la préparation du 5^e Congrès (1977-78) que sera rendue effective, avec bien des luttes, et pas partout, cette mesure.

A la suite de la mobilisation étudiante, le Pouvoir réunit les délégués des organisations de jeunesse (J.F.L.N. Scouts musulmans...) et ceux des étudiants en une Conférence Nationale de la Jeunesse (mai 1975). Après de durs affrontements entre tendance progressiste (étudiants) et tendance conservatrice (J.F.L.N.) naît l'Union Nationale de la Jeunesse Algérienne (U.N.J.A.) avec son journal « L'Unité ». Placée comme toutes les organisations de masse sous l'égide du Parti, elle s'est constituée en dehors du contrôle de celui-ci qui ne peut en influencer l'activité et l'orientation qu'à travers les anciens membres de la J.F.L.N.

La dernière période 1971-77 témoigne d'une importante activité politique en dehors du Parti, et bien souvent à son encontre. C'est que le Parti a conservé ses pratiques bureaucratiques avec un personnel conservateur, sans ambition, qui ne veille qu'à perpétuer une situation acquise et pour qui tout changement, toute ouverture risque de mettre en cause un siège chèrement acquis. Dans cette organisation, la base joue un rôle pratiquement infime et sporadique par rapport à l'appareil bureaucratique des fonctionnaires permanents. Le renouvellement est

quasiment nul. Une grande partie de ceux qui y sont inscrits le sont avant tout pour se protéger, éviter de perdre leur emploi ou tenter d'en obtenir un, ceci tout au moins pour ce qui concerne les couches les plus modestes. Cela, joint à la tendance de taire du F.L.N. une « voie de garage » pour certains cadres, a justifié l'étiquette de « parti de recasement ».

L'illustration la plus claire de cette situation réside dans la préparation et le débat de la Charte Nationale en 1976. Rédigée par le Conseil de la Révolution et le Gouvernement, en dehors du Parti, la Charte visait à dégager une idéologie qui pouvait fonder « la raison d'être du Parti ». Le sigle du F.L.N. n'apparaît pas une seule fois tout au long de l'avant-projet, sauf évidemment dans l'introduction historique. On peut alors s'interroger : s'agirait-il pour les rédacteurs de préparer l'avènement d'un nouveau parti dégagé du pesant appareil du F.L.N. ou s'agissait-il de cristalliser la réflexion de la population sur cette absence afin de la replonger dans son histoire pour qu'elle perpétue l'image du F.L.N. de guerre en réanimant le Parti de 1976 ? Toujours est-il que cette importante absence fut rectifiée dans le projet soumis au suffrage universel sous la pression de l'appareil et des anciens moudjahidine, sans que ne change la nature du Parti existant.

Enfin le débat national autour de la Charte révéla la très mauvaise image qu'a le Parti dans la population en général. L'ensemble des intervenants réclament l'avènement d'un parti révolutionnaire démocratique et attaquant les pratiques du F.L.N. en particulier vis-à-vis des organisations de masse.

Cette position peut paraître équivoque : pourquoi tous ces hommes et ces femmes ne rentrent-ils pas au Parti pour le renforcer et en modifier les orientations et les pratiques. La plupart des personnes interrogées soulignent le poids de l'appareil et l'absence totale d'initiative laissée aux militants.

Pourtant nombre de militants progressistes ont fait le pas et ont adhéré au Parti du F.L.N., ou y sont restés depuis 1962-65, quoique leurs initiatives soient en général bloquées. Ce sont bien souvent des militants des organisations de masse dont le travail dans ces mêmes organisations est conditionné par l'appartenance au F.L.N. Ce qui signifie aussi que ce serait une grave erreur de percevoir le Parti du F.L.N. comme un parti monolithiquement « réactionnaire », même si la décision, l'appareil restent aux mains de la tendance droitière et autoritaire.

Dans les dernières grandes réformes (1971-77) le Parti du F.L.N. apparaît donc être à la remorque du pouvoir d'État alors que son rôle dirigeant est proclamé. Il est dépendant du pouvoir d'État et suit ses inflexions avec une inertie conservatrice extrêmement importante qui explique le décalage dans le temps des différentes prises de position. Il en est de plus une assez mauvaise courroie de transmission puisqu'il freine l'application de certaines réformes (réforme agraire) engagées par le Pouvoir d'État. Même les manifestations anti-impérialistes contre l'intervention française en Mauritanie et pour le soutien du Front Polisario ont eu lieu sans mot d'ordre politique clair, au moment où la conjonction d'actions extérieures et intérieures cherchait à affaiblir la direction politique du pays.

Enfin, il faut relever la situation confuse qui régnait dans le Parti et dans les organisations de masse dont la majorité des militants et souvent des cadres ne se reconnaissait pas dans l'appareil sclérosé du Parti. C'est ainsi que l'hétérogénéité sociale du Parti et des organisations de masse

renforçait ou ouvrait une hétérogénéité politique incapable de définir une position idéologique. Dans chaque organisation de masse et dans le Parti l'affrontement de deux grandes tendances interdisait toute pratique efficace tandis que la tendance progressiste (hétérogène elle aussi et affaiblie par des querelles de clans ou de personnes) ne parvenait pas à se dégager de la gangue conservatrice.

Par ailleurs, il est essentiel de constater que cette situation a découragé les adhésions, et que la majorité des militants nationalistes et progressistes est restée inorganisée. C'est l'un des effets principaux d'une hétérogénéité sociale du Parti et de l'absence d'une idéologie clairement définie.

LA NECESSAIRE RENOVATION DU PARTI DU F.L.N

Dans la construction du socialisme, ou de ses bases, ou dans le choix de l'orientation socialiste, l'ensemble des divers courants se réclamant du socialisme s'entendent pour reconnaître la nécessité d'un Parti. Pour les socialistes révolutionnaires ce parti doit être d'avant-garde, c'est-à-dire qu'il est composé des représentants des classes révolutionnaires : le prolétariat pour Marx, des fractions de la petite bourgeoisie ou de la paysannerie pour d'autres, ou de l'alliance de ces classes sociales sous la direction de la classe ouvrière pour le marxisme moderne ¹⁵. Dans tous les cas la direction du Parti d'avant-garde, grâce à sa perspicacité et à sa clairvoyance édicte une ligne politique qui doit aboutir à la libération des classes dominées et exploitées. Cette ligne politique, définie démocratiquement dans le Parti lui-même, trace les choix au niveau de la politique économique essentiellement, mais aussi sur d'autres plans comme la politique culturelle, la morale, le rapport à la religion, etc.

Ensuite ces choix et ces modalités de leur application sont expliqués et justifiés pour que le peuple, les classes à libérer, les reprennent à leur compte. Ainsi le Parti politique, avec l'idéologie qu'il diffuse doit devenir le moteur de la société pour remplacer le profit qui est le moteur de la société capitaliste. Pour compléter l'action du nouveau « moteur-idéologie » trop souvent vite essoufflé, le Parti décide dans la plupart des cas la mise en place de stimulants (idéologiques et matériels) qui, introduits judicieusement ne doivent pas remettre en cause l'orientation socialiste. Enfin, selon cette conception, la lutte des classes, hier moteur de l'histoire, ne concerne plus que les quelques exploités qui subsistent provisoirement, et est rejetée à l'échelle mondiale.

Dans l'Algérie qui se situe pour les uns dans la transition vers le socialisme, pour les autres dans la phase d'édification du socialisme, les secteurs industriel et agricole étatisés ont écarté le profit comme moteur du système. Mais le profit n'a pas été remplacé par le « moteur-idéologie ». Et ceci essentiellement en raison de la faiblesse du parti qui ne possédait ni ligne politique, ni idéologie révolutionnaire. Les effets de cette absence au niveau des résultats

¹⁵ Il ne nous appartient pas ici de montrer en quoi le parti peut permettre à une fraction de classe (les représentants de la classe ouvrière ou de la paysannerie pauvre) de confisquer à leur profit la révolution faite au nom des classes exploitées. Ce qui nécessite une nouvelle révolution pour libérer les classes exploitées dans leur totalité. Car c'est une illusion de classe (petite bourgeoisie) de croire qu'il peut exister une révolution absolue et définitive.

économiques préoccupent actuellement les dirigeants algériens.

Par exemple, la disparition du moteur-profit quant à l'appréciation des résultats des entreprises fait que la plupart d'entre elles sont largement déficitaires¹⁶. Le non-remplacement de ce moteur-profit signifie que les résultats des entreprises ne sont pas, ou sont très peu sanctionnés (positivement ou négativement). Ce qui signifie aussi que le travail dans toute l'entreprise, dans les ateliers ou l'administration n'est pas sanctionné ou l'est très peu. L'absence de stimulants prépare l'absence de motivation au travail. D'où les faibles résultats.

Cette absence de sanction (positive ou négative) du travail accompli, ou de motivation face à la tâche à accomplir prépare de nombreuses déformations de l'appareil de production : dissolution des responsabilités, multiplication des postes de travail (surtout administratif), dévoiement des objectifs du travail, etc. Ce développement du bureaucratisme dans la production fonde aussi l'augmentation des coûts.

Par ailleurs, l'introduction de la division capitaliste du travail, importée à travers les usines « produits en main » crée de nouveaux privilèges matériels ou de fonction. Enfin, le système industriel et modernisé fonctionne aussi selon les règles sociales et politiques traditionnelles (parentélisme, tribalisme, régionalisme), lesquelles écartent la logique de l'efficacité qui aurait dû accompagner l'industrialisation ou la modernisation de l'agriculture, telle que l'introduction de normes rationnelles de conduites, au sens de la rentabilité optimale des facteurs en présence : matériels et humaines.

Ces vestiges de la société traditionnelle combinés à la division capitaliste du travail et au fonctionnement bureaucratique fondent une nouvelle segmentation sociale. L'existence de nouveaux privilèges et la lutte pour leur conservation peut préparer le développement de l'autoritarisme des cadres. A l'opposé, l'insatisfaction des producteurs directs peut créer sous des formes diverses des freinages dans la production. On reconnaît ici l'ouverture en Algérie de nouvelles contradictions sociales. Le refus déjà évoqué de traiter celles-ci par des voies utilisées dans les sociétés de profit va contraindre la fraction dirigeante du pouvoir d'État à utiliser la voie idéologique et celle du parti. D'où la nécessité de réclamer au parti l'assise populaire qui fut la sienne durant la guerre de libération nationale. D'où aussi la recrudescence des mots d'ordre qui empruntent au vocabulaire militaire : bataille de la production et bataille de la gestion.

Mais les faiblesses du parti n'influent pas seulement sur les résultats économiques. L'absence d'une idéologie clairement définie due à la composition sociale hétérogène du parti autorise le développement de tendances contraires aux principes du socialisme. En prolongeant les remarques précédentes sur l'absence de motivation au travail on observe une certaine dépréciation de la notion de travail ou d'effort. Ce qui a pour corollaire la dépréciation de l'investissement-travail lorsqu'il n'est pas lié à un revenu direct et immédiat. L'agriculture

¹⁶ L'utilisation des catégories marchandes dans le calcul économique ou même celles de rentabilité des investissements ou de bénéfices des sociétés ne suffisent pas à fonder le capitalisme (fut-il d'État). L'appropriation collective des principaux moyens de production et l'absence de bénéfice des sociétés nationales ou des unités agricoles suffisent à montrer en quoi le profit capitaliste n'est plus le moteur social en Algérie.

souffre de la détérioration des sols qui ne sont pas remis en état, ou de l'absence de mise en valeur et d'intensification de la production dans certaines régions.

Dans le même sens, un individualisme forcené importé du monde industrialo-urbain occidental ne cesse de se développer. Après la priorité donnée aux encombrements urbains par la voiture individuelle on peut lire une détérioration de l'espace communautaire ou public urbain. Ce qui situe bien une rupture avec le passé ou l'espace public ou semi-public dans le douar était profondément respecté comme lieu de reproduction des lieux sociaux. Plus encore la dépréciation de la notion de travail fonde les illusions technocratiques qui envahissent la société et pour lesquelles l'usage de la technique est panacée universelle. La priorité donnée au travail mort (la machine) sur le travail vivant ponctue la modernisation de l'agriculture : Face à des dizaines de milliers de travailleurs ruraux sous-employés, les investissements croissent pour des rendements à peine constants et sans création d'emplois. Cette même illusion technocratique a fait croire que l'industrialisation passait par une simple injection de capital, c'est-à-dire par l'importation massive de biens de production. Ceux-ci n'ont pu fonctionner sans la main-d'œuvre qualifiée nécessaire à sa maintenance. Par la suite la substitution de la formule « produits en main » à celle de « clés en main » laissait entendre que l'on pouvait acheter de la formation technologique comme une machine-outil ou un brevet. Mais cette relation marchande toute empreinte de la même illusion technocratique n'a pu combler le retard de l'enseignement technique et professionnel national, lui-même né de cette chimère.

Sur un autre plan, l'hétérogénéité sociale du parti n'a pas permis le contrôle effectif de la bourgeoisie nationale. Si dans le secteur industriel le secteur privé ne peut se développer que dans les créneaux que lui laissent les sociétés nationales (bâtiment, textile, alimentaire, moulages plastiques...), le commerce a vu éclore une multiplicité d'affairistes. Grossistes, mandataires, spéculateurs et « pénuristes » font grimper les prix à la consommation et accumulent d'importantes fortunes. Le parti n'a pu ou n'a pas voulu mettre en œuvre le contrôle populaire réclamé par les détenteurs de petits revenus.

Sur le plan politique, le parti du F.L.N. ne s'est pas prononcé clairement de 1965 à 1975 sur la nature du socialisme à mettre en œuvre. S'agissait-il d'un socialisme autogestionnaire où les producteurs détiendraient les rennes des pouvoirs, ou plutôt un socialisme technocratique dans lequel les techniciens dirigeraient la société au nom de tout le peuple ? D'autre part, les déclarations d'intention de contrôle des agissements bureaucratiques ou technocratiques n'ont pas été suivies d'effets. Plus encore le danger d'une alliance entre affairistes et technocratie d'État n'a cessé de menacer de remettre en cause les orientations du pouvoir d'État décidées par sa fraction la plus radicale. La promulgation par cette fraction du pouvoir d'État en dehors du parti, du code de la « gestion socialiste des entreprises », prévoyant la participation des producteurs à la gestion des entreprises industrielles et commerciales vise à contrer cette alliance. Cependant, l'application des textes par un Syndicat encore trop contrôlé par le parti et ses éléments conservateurs n'a pas donné le pouvoir de contrôle aux producteurs.

Ainsi la poussée multiforme du courant libéral et conservateur, les menaces d'alliance de ce dernier avec une partie de la technocratie d'État ou de certains hauts fonctionnaires mettaient en danger l'hégémonie de la fraction révolutionnaire du pouvoir d'État. Les coalitions et pactes personnels ou de clans que celle-ci pouvait conclure conjoncturellement ne suffisaient plus au

maintien de son hégémonie. L'action des masses devenait nécessaire pour défendre les orientations politiques. Or, la mise en mouvement des masses populaires réclame plus que des discours sur la participation à la gestion ou au contrôle ; elle passe par leur organisation politique. D'où la nécessité de rénover le parti du F.L.N. D'où aussi la nécessité de réactiver les organisations de masse (U.G.T.A., U.N.J.A., U.N.F.A., U.N.P.A.) qui fourniront les nouveaux cadres du parti en remplacement des fonctionnaires sclérosés.

Cependant, cette nécessité de mobiliser les masses travailleuses s'accompagne pour la fraction hégémonique de la volonté de conserver le contrôle de cette mobilisation, c'est-à-dire du refus - au moins provisoire - de partager le pouvoir. Cette situation signifie que l'exacerbation des contradictions sociales et surtout politiques citée ci-dessus n'est pas très profonde. C'est-à-dire que ce ne sont pas les contradictions entre prolétariat et bourgeoisie nationale ou même entre prolétariat et techno-bureaucratie d'État qui dominent. Mais seulement des contradictions à l'intérieur du pouvoir d'État sur les orientations politiques à donner à l'Algérie en construction. C'est dire aussi que les couches intermédiaires (ancienne petite bourgeoisie détentrice de la direction du mouvement de libération nationale et nouvelle petite bourgeoisie techno-bureaucratique) jouent encore un rôle dominant et que leurs hésitations quant au choix politique sont encore possibles en raison du faible développement des forces productives et d'une restructuration sociale qui n'est qu'amorcée.

Dans ces conditions, la fraction révolutionnaire du pouvoir d'état dont, nous dirait A. Cabral, les limites politiques sont de ne pas se suicider en tant que classe petite bourgeoise, peut maintenir son hégémonie avec le soutien organisé - et contrôlé des masses populaires.

LES ACTIONS DE RENOVATION DU PARTI

Bien sûr la proclamation de la nécessité de l'émergence d'un parti d'avant-garde peut aller vers le socialisme ou pour rendre irréversible ce choix politique n'est pas nouvelle : on la rencontre dans le Programme de Tripoli, dans la Charte d'Alger, ou après le 19 juin 1965. Elle est réaffirmée avec force par le Président Boumediène durant la longue phase de préparation du Congrès de 1979 : « Le Parti étant la Révolution elle-même, aucune Révolution ne peut se poursuivre, réussir et se parfaire par les seules structures administratives¹⁷».

En se référant aux textes théoriques officiels récents on peut définir en Algérie le Parti d'avant-garde à travers :

- une « idéologie socialiste » fondant la cohésion des forces « révolutionnaires » et renforçant « la conscience socialiste » (Charte Nationale, p. 46 et 47) ;
- une composante sociale rassemblant « les travailleurs, les paysans, les djounouds, les jeunes les plus conscients comme tous les éléments politiques révolutionnaires » et « où les travailleurs et les paysans doivent occuper une position dominante » (Charte Nationale, p. 46). Il est souvent précisé qu'au niveau du recrutement l'origine sociale compte moins que la pratique

¹⁷ Discours du Président Boumediène (14-11-1977) lors de l'installation de M.-S. Yahiaoui comme responsable exécutif de l'appareil du Parti.

quotidienne, c'est-à-dire l'engagement politique aux côtés de la révolution ;
- le développement de la « démocratie socialiste » qui s'accompagne d'un renforcement et d'une adaptation des structures du Parti aux situations nouvelles (Charte Nationale, p. 45).

La Charte Nationale comme élaboration théorique de l'idéologie du Parti d'avant-garde.

On a souvent écrit que la Charte d'Alger ne collait pas à la réalité sociale et politique de l'Algérie de 1964, en raison principalement de l'hétérogénéité du Parti. Mais on néglige que la réalité politique a changé peu après son adoption avec l'élargissement du front de classes du pouvoir (le 19 juin 1965), lequel interdisait toute application du programme du Premier Congrès du F.L.N. Et en fait il faudra attendre que la « décantation » qui eut en partie lieu de 1962 à 1964 se fasse de nouveau (élimination de l'aristocratie foncière du front de classes au pouvoir après 1971, polarisation sociale) pour qu'émerge une nouvelle tentative de clarification idéologique. Ce n'est pas que sa nécessité n'ait pas été perçue avant¹⁸, mais elle se faisait moins pressante.

La Charte Nationale se définit comme « étant le document idéologique de référence du Parti » (p. 43), nous l'analyserons donc comme telle. Il ne s'agit pas, loin de là, d'une étude exhaustive, tant cette charte et le débat qui suivit la publication de l'avant-projet (près d'un million d'exemplaires) sont riches, mais seulement de quelques remarques qui éclairent notre démarche.

a - Le débat « Islam et socialisme ».

Dans l'avant-projet soumis au débat national ne figurait pas la formule ajoutée par la suite « L'Islam est la religion de l'État ». C'est dire les pressions qui tentèrent de dévoyer le débat de fond qui s'engageait sur les perspectives socialistes pour les diriger sur les incompatibilités entre socialisme et Islam.

L'argumentation des tenants de cette dernière thèse s'articule autour des affirmations suivantes présentées lors du débat national et ici résumées par un groupe d'étudiants de l'Institut de Mathématiques de l'Université de Constantine :

« Le socialisme ne doit pas s'inspirer des idées de Marx, Mao et autres. Il ne faut pas qu'il soit importé. Il faut qu'il s'inspire de l'Islam et ne doit pas être en contradiction avec les principes islamiques. L'Islam n'est pas uniquement une religion au sens occidental du terme, c'est aussi un régime politique, économique et social. On enseigne l'Islam à tous les niveaux (Université, Lycée, etc.), surtout chez les jeunes. Construction d'une Mosquée dans tous les organismes (Cité Universitaire, Lycée, Société, etc.).

- Lutter contre toute forme de Maraboutisme, d'obscurantisme et lutter contre tous ceux qui portent atteinte à la personnalité arabo-islamique en Algérie. Intégration progressive des principes de l'Islam dans la société algérienne.

- Étude du changement du Week-End Samedi soir, Dimanche en Jeudi soir, Vendredi.

¹⁸ « La seule manière d'aplanir ces difficultés (rencontrées dans l'édification socialiste) consiste à développer la prise de conscience politique et adopter une théorie révolutionnaire émanant de la réalité et l'enrichissement en un mouvement dynamique consacrant une harmonie parfaite entre l'idéologie et la pratique ». (Président Boumediène à l'ouverture du séminaire sur le socialisme arabe en 1967).

- Mentionner en clair que l'islam est la religion de l'État Algérien ».

Derrière l'énumération de ces principes islamisant la bourgeoisie nationale, les conservateurs, l'aristocratie foncière visent à accréditer l'idée que l'option socialiste va à l'encontre de l'islam. En avançant masqués derrière l'islam dans lequel se reconnaissent la grande majorité des Algériens, ce sont les réalisations dont les travailleurs ont bénéficié jusqu'alors (révolution agraire, gestion socialiste des entreprises, nationalisations, médecine gratuite, scolarisation des enfants, exonération d'impôts...) que la droite politique cherche à atteindre. En réclamant l'islamisation à outrance, c'est l'option socialiste qu'elle vise et veut renverser.

Face à ces attaques contre les principes socialistes, la commission de rédaction définitive a tenu ferme et a maintenu la position définie par les premiers rédacteurs. S'il n'est pas fait référence explicitement au « socialisme scientifique » par l'usage du terme, le caractère scientifique est mis en avant à plusieurs reprises:

« Son approche des problèmes de notre société et de notre développement s'inspire de l'esprit scientifique ... Fondé sur la science et sur le rejet de l'exploitation de l'homme par l'homme, il donne une primauté élevée à la spiritualité de l'homme ... » (p. 23).

Par là même sont battus en brèche toutes les idéologies du « socialisme spécifique », du « socialisme algérien » ou du « socialisme arabo-islamique »¹⁹. Mais en même temps la rédaction définitive de la Charte Nationale ajoute ce passage par rapport à l'avant-projet :

« Le socialisme, en Algérie, ne procède d'aucune métaphysique matérialiste et ne se rattache à aucune conception dogmatique étrangère à notre génie national. Son édification s'identifie avec l'épanouissement des valeurs islamiques qui sont un élément constitutif fondamental de la personnalité du peuple algérien. » (p. 23).

Cette importante concession est à son tour contrebalancée par l'ajout à l'avant-projet d'un paragraphe établissant que « la liberté de conscience est un principe fondamental de l'État » (p. 55).

Dans le même esprit des concessions aux deux tendances opposées, le projet définitif réaffirme l'unité de l'enseignement et veut fonder l'enseignement originel dans l'enseignement général dans les meilleurs délais (ce qui fut réalisé à la rentrée scolaire 1976/77) tout en développant « l'éducation religieuse au double plan des études primaires et secondaires » (p. 67).

Sur le plan des rapports entre islam et socialisme, les concessions mutuelles du projet définitif par rapport à l'avant-projet ne vont pas dans le sens d'une clarification idéologique. Mais le Président Boumediène a souligné à sa façon que le révolutionnaire se reconnaît à sa pratique sociale et non à son discours religieux. Ainsi la position théorique définissant les rapports entre islam et socialisme a beaucoup moins d'importance que les critères de recrutement du Parti qui doivent veiller à ce que l'islam n'y soit utilisé pour couvrir des agissements anti-socialistes, car

« en vérité il existe certains fanatiques, impuissants à suivre le cours du temps, insensibles à toute évolution, qui demeurent fermement attachés aux idées, aux mythes et aux illusions n'ayant aucun rapport avec la véritable religion. De ce fait ils ne représentent pas l'islam dans sa réalité, contrairement à l'image à laquelle aspire le peuple

¹⁹ On ne parle plus que des valeurs *arabo-islamiques* comme constitutives de la personnalité algérienne.

algérien, c'est-à-dire un Islam qui prône la justice, l'égalité, l'élimination de l'exploitation de l'homme par l'homme »²⁰.

b - Définition du socialisme et confusion des étapes.

On retrouve dans la Charte la conception humaniste et unanime du socialisme en même temps que la valorisation de la technique :

« La supériorité du socialisme sur les systèmes sociaux antérieurs réside dans le fait qu'il allie aux acquisitions les plus avancées de la science et de la technique moderne, les principes d'une organisation sociale plus rationnelle, plus juste et plus humaine. » (p. 23).

Ailleurs la Charte reconnaît explicitement la naissance de contradictions inhérentes au développement économique et social (p. 36) et souligne que « les principes du socialisme exigent une connaissance claire des forces sociales en présence, de la nature des rapports qu'elles entretiennent entre elles » (p. 35). Ce qui est implicitement, reconnaître les contradictions et les alliances de classes qui traversent la société algérienne.

A l'opposé on peut relever une certaine confusion autour de la définition de l'étape que traverse actuellement l'Algérie. Entre-t-elle ou est-elle entrée dans la phase de construction du socialisme ?

Ou bien est-elle encore dans la phase de construction des conditions nécessaires à l'avènement du socialisme, c'est-à-dire dans la phase démocratique et populaire durant laquelle se renforce l'option socialiste ?

La Charte considère que « le contenu démocratique et populaire de l'État algérien s'est ainsi développé peu à peu en contenu socialiste (...) permettant au peuple et à sa direction politique d'instaurer un État de type nouveau, l'État socialiste » (p. 53). On peut comprendre qu'à l'État socialiste correspond l'étape de construction du socialisme. Ce qu'il affirme clairement le passage suivant :

« Quand la phase socialiste a-t-elle commencé ? Il serait malaisé d'avancer une date précise (...). C'est cependant en 1972, avec l'entrée en vigueur de la R.A. et de la G.S.E., que le processus d'édification socialiste a, véritablement, franchi son cap décisif » (p. 29).

Dans d'autres parties de la Charte c'est la notion de perspective socialiste qui est énoncée :

« La Révolution industrielle s'inscrit dans une perspective socialiste qui lui donne sa signification profonde et ses dimensions politiques. Elle jette les assises matérielles du socialisme dont la réalité se mesure au substrat économique sur lequel il repose. » (p. 79).

A la demande de clarification de la définition de l'étape traversée actuellement, le projet définitif répond par cet ajout :

« Il est devenu aujourd'hui impossible de séparer ce qui relève de l'édification socialiste et ce qui relève de l'édification nationale. Ces deux concepts coïncident plus que jamais. Il n'y a pas d'un côté les tâches d'édification nationale et de l'autre, suspendue dans le

²⁰ Discours du Président Boumediène du 19 juin 1976.

vide, l'option socialiste.

La phase historique en cours peut être caractérisée comme une phase de consolidation stratégique du socialisme dont elle doit préparer le triomphe définitif. L'assimiler d'ores-et déjà à un tel triomphe, serait trop idéaliser la réalité et faire le jeu d'un aventurisme inconscient ; la réduire à une simple étape démocratique serait sous-estimer l'avance du socialisme dans notre pays, et rester en retrait du développement historique. » (p. 29).

Cette conclusion ne lève pas l'ambiguïté, bien au contraire, et semble définir l'étape actuelle comme la charnière entre la fin de l'étape de révolution démocratique et populaire, et l'entrée dans la phase socialiste avec des inégalités selon les secteurs. Appliquer le terme de socialisme à une étape qui ne lui correspond pas, en particulier là où la satisfaction de besoins primordiaux ne peut avoir lieu pour nombre de ruraux (et souvent de nouveaux citadins), pousse à la désaffection pour le socialisme. Ce qui ne manque pas d'être le but recherché pour nombre d'opposants qui s'affublent du masque socialiste.

Fin de la 1^{ère} partie